



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°9

LA SÉPARATION DES POUVOIRS

Imaginée par Locke (1632-1704) et Montesquieu (1689-1755), la théorie de la séparation des pouvoirs est un principe constitutionnel qui vise à séparer les différentes fonctions de l'État pour éviter tout despotisme et empêcher les abus liés à l'exercice de missions souveraines. Ce concept repose sur l'idée que « *pour qu'on ne puisse pas abuser du pouvoir, il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir* » (Montesquieu, *De l'esprit des lois*).

La théorie de la séparation des pouvoirs est reprise dans l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789 comme un élément fondateur d'une démocratie constitutionnelle : « *toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de Constitution.* »

La théorie classique de la séparation des pouvoirs

La théorie classique de la séparation des pouvoirs distingue trois fonctions principales au sein d'un Etat :

- Le pouvoir législatif : élaborer et voter la loi
- Le pouvoir exécutif : faire appliquer la loi
- Le pouvoir judiciaire : régler les litiges relatifs à la loi

Lorsque ces trois pouvoirs sont exercés par la même personne ou le même organe (dans le cadre d'une monarchie absolue ou d'un régime autoritaire moderne), on parle de confusion des pouvoirs.

Séparation organique et séparation fonctionnelle

Pour compléter l'idée d'une séparation des fonctions, il est important d'insister sur la séparation des organes : la théorie de séparation des pouvoirs plaide pour que chaque pouvoir soit exercé par des entités distinctes, indépendantes les unes des autres, tant par leur mode de désignation que par leur

fonctionnement. Au-delà d'une séparation fonctionnelle théorique, il s'agit donc aussi d'une séparation organique pratique. Ainsi, dans un cadre constitutionnel de séparation des pouvoirs, ces trois fonctions sont exercées par des entités différentes :

- Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement (assemblées représentatives)
- Le pouvoir exécutif est exercé par le chef de l'État (et les membres du Gouvernement)
- Le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux (juridictions)

La conception française de la séparation des pouvoirs

En France, la théorie de la séparation des pouvoirs a évolué vers une signification particulière, que le Conseil constitutionnel qualifie de « *conception française de la séparation des pouvoirs* » (décision du 23 janvier 1987). En effet, le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont soustraits du contrôle des juridictions judiciaires, au motif que celles-ci ne disposent pas d'une légitimité suffisante pour juger des actes émanant d'autorités procédant du suffrage universel et agissant au nom de l'intérêt général.

Ce principe trouve son origine dans les lois des 16 et 24 août 1790 et le décret du 16 fructidor an III, qui interdisent aux tribunaux de l'ordre judiciaire de connaître des litiges intéressant l'administration. L'institution d'une juridiction administrative à compter de l'an VIII (1799) a modifié partiellement cette situation : les actes de l'administration peuvent désormais être contestés devant une juridiction distincte de l'autorité judiciaire.

De la séparation des pouvoirs à la collaboration des pouvoirs

Lorsque la séparation des pouvoirs est parfaitement étanche, cela peut aboutir à une paralysie du système. On opte donc généralement pour un système de collaboration des différents pouvoirs : la distinction initiale existe mais chaque pouvoir dispose de moyen d'action et de contrôle vis-à-vis des autres, ce qui évite les dérives tout en permettant à l'ensemble de fonctionner. Par exemple, le chef de l'État peut dissoudre l'une des chambres composant le Parlement mais cette dernière peut renverser le Gouvernement.

La doctrine américaine : « *checks and balances* »

Les rédacteurs de la Constitution américaine ont retenu une interprétation formelle de la doctrine pour instituer une séparation stricte des trois pouvoirs, néanmoins tempérée par l'existence de moyens de contrôle et d'action réciproques selon le principe des « *checks and balances* » (« verrous et contrepoids »). Les États-Unis d'Amérique sont ainsi le seul exemple au monde du régime présidentiel.